Déclaration liminaire à la CAPD du 25 mai 2021

Madame la Directrice académique, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD

Nous siégeons aujourd'hui pour la première et dernière CAPD de cette année. Après avoir été dépossédé.es de tout regard sur le mouvement et les opérations relevant de la carrière, notre rôle de vérification, de garantie de transparence et d'équité, d'information, ainsi que notre expertise sont balayés pour ce qui concerne l'avancement. Le champ de compétences de cette instance se limite désormais aux recours et arbitrages individuels, ce que nous dénonçons. La Loi de transformation de la Fonction publique a fait voler en éclat tout le cadre collectif et notre organisation syndicale continuera à porter, en toutes occasions, notre refus de voir perdurer une législation qui opacifie chacun des moments importants de la carrière d'un.e enseignant.e.

Cette Loi est l'une des nombreuses pièces qui composent le puzzle du démantèlement des services publics, de la mise au pas et marchandisation de l'École publique, de la restriction des libertés et de la remise en cause d'acquis sociaux fondamentaux. Ce gouvernement orchestre des réformes qui, restées un temps en suspens pour cause de gestion de la pandémie, reviennent à marche forcée sans aucun recul ni assouplissement : retraites, assurance chômage entre autres. La fin de mandat du président Macron a un parfum d'ultra-libéralisme et de régression sociale délétère.

Dans l'Éducation, les intentions managériales sont claires : nouvelle maquette de la réforme initiale qui s'inscrit dans une idéologie autoritaire et centralisée, fin programmée des REP, projet rétrograde pour la maternelle, volonté d'un pilotage par les résultats via les évaluations standardisées, resserrement autour des fondamentaux, réforme du CAFIPEMF, loi Rilhac...

Notre société perd tout repère collectif, humaniste, toute vision émancipatrice au profit d'une politique libérale dangereuse et stérile, parcourue d'idées et de discours dont l'extrême-droite fait son terreau. Pour l'École, le SNUipp-FSU, avec la FSU, lutte au quotidien pour plus de moyens, de droits, de liberté pédagogique, pour une reconnaissance salariale, pour l'arrêt de la contractualisation et la création de nouveaux métiers indispensables à la bonne marche de notre profession.

Le 3 juin prochain, nous appelons tous les personnels à soutenir les AESH en grève, AESH que l'on installe durablement dans une précarité indécente faute de statut et dont la mise en place des PIALs aggrave les conditions de travail.

Membre du collectif « Plus jamais ça », la FSU s’engage pour que les réalités du monde du travail soient au cœur du débat public alors que s’ouvre une séquence électorale majeure. Elle se mobilise pour l'emploi et l'environnement, contre les profits générés par la pandémie, pour un partage des richesses, pour les services publics, en soutien aux peuples opprimés, pour dénoncer toutes les attaques libérales qui s'abattent plus violemment encore sur les précaires, la jeunesse, les retraité.es.

Dans l’Éducation, notre préoccupation majeure est de ne pas entamer la rentrée prochaine comme nous terminons celle-ci. Si nous n'avons aucun contrôle ni capacité à anticiper l'évolution sanitaire, nous avons le devoir d'exiger, à tout échelon, des moyens :

- pour réduire les effectifs par classe
- pour assurer les remplacements sans recours à des contractuel.les
- pour doter nos établissements de personnels compétents et rémunérés dignement pour le suivi des élèves porteurs de handicap ou l'aide à la direction d'école
- pour redonner à notre métier une attractivité réelle
- pour garantir une formation initiale et continue de qualité, adossée aux travaux de la recherche et non aux neurosciences

Même si le paritarisme est amoindri, notre rôle et la place des élu.es du personnel n'en demeurent pas moins essentiels.